

# PRATIQUES DES ENTREPRISES FRANÇAISES EN MATIERE DE TRAITEMENT COMPTABLE DES FRAIS DE R&D SUITE A LA TRANSITION AUX NORMES IAS/IFRS : CAS DU CAC 40



**Basma SELLAMI MEZGHANNI**

IAE de Poitiers-France/ FSEG de Sfax –Tunisie  
sellami\_basma@yahoo.f

2

**D**epuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, les entreprises cotées sur les marchés européens et leurs filiales doivent établir leurs états financiers consolidés selon les normes comptables internationales IAS/IFRS. Ces normes présentent des différences parfois significatives avec le cadre réglementaire français. Ainsi, on assiste à des changements majeurs dans le traitement comptable des actifs incorporels et en particulier des frais de R&D. La capitalisation des frais de R&D qui était une option selon le référentiel comptable français, est devenue une obligation selon le référentiel comptable international IAS/IFRS. A ce niveau, plusieurs interrogations se manifestent : Dans ce nouveau contexte de réglementation comptable, quel pourra être l'impact de l'adoption des normes IAS/IFRS sur le mode d'enregistrement des frais de R&D ? Les pratiques des entreprises en matière de

*comptabilisation des frais de R&D ont-elles changé ? Si oui, quelle incidence ce changement a-t-il sur les comptes consolidés ?*

Pour répondre à ces interrogations, il nous est apparu intéressant de mener une étude exploratoire auprès des entreprises françaises non financières appartenant à l'indice CAC 40 au 31 décembre 2004. Nous nous intéressons à l'année 2004 puisqu'il s'agit d'une année de transition riche d'enseignement pour analyser les premiers impacts de l'adoption des normes IAS/IFRS sur les états financiers publiés. De plus, à cette date les comptes consolidés des entreprises sont établis selon les deux référentiels comptables français et international. Dans ce contexte, l'étude de l'incidence de l'introduction des normes IAS/IFRS sur la comptabilisation des frais de R&D est donc possible.

L'analyse approfondie des rapports annuels 2004 et 2005 des 25 entreprises retenues du CAC 40 nous a permis de constater que si l'impact de l'adoption des normes IAS/IFRS sur le traitement comptable des frais de R&D était nul ou non significatif pour la majorité des entreprises, il s'avère très significatif pour d'autres. Ainsi, certaines entreprises ont été amenées à l'activation de certaines dépenses de R&D, antérieurement comptabilisées en charges selon les normes françaises. Ce type de retraitements a généré des changements majeurs au niveau des comptes consolidés.

Après avoir examiné le cadre de la réglementation comptable des frais de R&D selon le référentiel français et selon les normes IAS-IFRS, nous analysons les arguments pour et contre la capitalisation des frais de R&D. Nous présentons ensuite la méthodologie de la recherche employée ainsi que les résultats.

## Résumé de l'article

L'objet de cet article est d'étudier l'impact de l'adoption des normes IAS/IFRS sur le traitement comptable des frais de recherche et développement (R&D). L'analyse des rapports annuels 2004 des entreprises françaises non financières appartenant à l'indice CAC 40 en décembre 2004 montre que pour la majorité d'entre elles, la transition aux normes IAS/IFRS n'a généré aucun changement quant à la comptabilisation des frais de R&D. Cependant, pour d'autres entreprises, l'application rétrospective de ces normes, en particulier de la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", a entraîné un changement du traitement comptable de certains frais de R&D. Il s'agit de la capitalisation, devenue désormais obligatoire, de certains coûts de développement, antérieurement comptabilisés en charges selon les normes françaises, dès lors qu'ils remplissent les critères édictés par la norme IAS 38. Ce type de retraitements a engendré des modifications majeures sur les comptes consolidés.

## 1. LA RÉGLEMENTATION COMPTABLE DU TRAITEMENT DES FRAIS DE R&D

En France, la réglementation comptable du traitement des frais de R&D a connu de nombreux changements. En effet, le règlement CRC 04-06 a modifié la règle française relative à la comptabilisation des frais de R&D tout en la rapprochant de la norme IAS 38. La capitalisation des frais de R&D qui était une option selon les normes françaises, est devenue une obligation selon les normes IAS/IFRS.

### 1.1. TRAITEMENT DES FRAIS DE R&D DANS LE CADRE DE LA RÉGLEMENTATION COMPTABLE FRANÇAISE

En France, les frais de R&D sont comptabilisés en charges sauf si le projet de R&D remplit certaines conditions. Le Plan comptable général précise qu' : « À titre exceptionnel, les frais de recherche appliquée et de développement peuvent être inscrits en immobilisations incorporelles à la condition de se rapporter à des

projets nettement individualisés ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale et dont le coût peut être distinctement établi » (PCG 99, art. 361-2). Les frais de R&D inscrits à l'actif doivent être amortis sur une durée maximale de 5 ans.

Le règlement CRC 04-06 vient de modifier les dispositions du PCG 99. D'une part, la distinction entre recherche fondamentale, recherche appliquée et développement retenue par le PCG 99 a été délaissée au profit d'une dichotomie entre phase de recherche et phase de développement. D'autre part, les critères de comptabilisation en actifs des coûts de développement fixés par le PCG 99 ont été précisés et ramenés aux critères de l'IAS 38. Ainsi, « les dépenses engagées pour la recherche (ou pour la phase de recherche d'un projet interne) doivent être comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues » (CRC 04-06, art. 311-3) alors que « les coûts de développement peuvent être comptabilisés à l'actif s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale – ou de viabilité économique pour les projets de développement pluriannuels associatifs. Ceci implique, pour l'entité, de respecter l'ensemble des critères suivants : la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ; l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ; la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ; la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité ; la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle et la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement ». Toutefois, le règlement ajoute que « la comptabilisation des coûts de développement à l'actif est considérée comme la méthode préférentielle ».

## 1.2. TRAITEMENT DES FRAIS DE R&D DANS LE CADRE DE LA RÉGLEMENTATION COMPTABLE INTERNATIONALE (IAS/IFRS)

L'IAS 38 précise que « les dépenses pour la recherche (ou pour la phase de recherche d'un projet interne) doivent être comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues » (IAS 38 § 54). Les dépenses de développement (ou de la phase de développement

d'un projet interne) doivent être comptabilisées en actif si, et seulement si, l'entreprise peut démontrer ce qui suit :

- « (a) la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- (b) son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- (c) sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- (d) la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. L'entreprise doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité ;
- (e) la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ; et
- (f) sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement » (IAS 38 § 57).

Si l'un de ces critères ne peut être validé, alors les coûts engagés sont inscrits comme des charges.

La comparaison des dispositions du règlement CRC 04-06 et de l'IAS 38 relatives à la comptabilisation en actif des coûts de développement montre que bien que les critères d'activation soient similaires, une divergence importante persiste. En effet, si la comptabilisation des coûts de développement à l'actif est permise par le règlement CRC 04-06, elle est devenue obligatoire par la norme IAS 38 dès que les conditions sont remplies.

Le tableau présenté ci-dessous récapitule les différents traitements comptables des dépenses de R&D préconisés par l'IASB et le référentiel français.

## 2. LA CAPITALISATION DES FRAIS DE R&D : POUR OU CONTRE ? UNE QUESTION DÉLICATE

Le traitement comptable des frais de R&D constitue, encore aujourd'hui, une question délicate, dans la mesure où chacune des deux solutions, comptabilisation en charges ou en actif (capitalisation), est défendue par ses partisans avec une même richesse d'arguments.

Tableau récapitulatif du traitement comptable des frais de R&D (Source : Cazavan-Jeny. A, 2007)

	Normes	R&D passée en charges		R&D inscrite à l'actif (uniquement le développement)		
		Règle générale	Information séparée	Autorisée	Option	Amortissement & Impairment*
France	Art. 361-2, PCG 99	Oui	Non	Oui, sous conditions	Oui, exceptionnel	Amortissement sur 5 ans maximum
	Remplacé par le : CRC 04-06	Oui	Oui	Oui, sous conditions	Oui, méthode préférentielle	Amortissement sur la durée de vie utile + test d'impairment annuel
IASB	IAS 38 & IAS 36	Oui	Oui	Oui, sous conditions	Non	Amortissement sur la durée de vie utile + test d'impairment si la durée de vie est > à 20 ans

\* Test d'impairment = test de dépréciation d'actif

Les partisans de la capitalisation affirment que les frais de R&D sont parmi les actifs économiques les plus prisés de l'économie actuelle. L'investissement dans des projets de R&D réussis est générateur de flux futurs, il est donc plus approprié d'inscrire les dépenses relatives à ces projets à l'actif (par respect du principe de continuité de l'exploitation). « *La capitalisation des projets de R&D rentables permet de rapprocher la valeur comptable d'une société de sa juste valeur. Elle prend en compte les perspectives de bénéfices futurs liés à cet investissement et augmente ainsi la pertinence<sup>(1)</sup> de l'information comptable pour l'évaluation* » (Cazavan-Jeny, 2007).

De leur côté, les opposants à la capitalisation des frais de R&D, soutiennent l'idée qu'étant donnée l'incertitude quant à la réalisation des avantages économiques futurs générés par les projets de R&D, la passation en charges des frais relatifs à ces projets dès qu'elles sont encourues est le mode de comptabilisation généralement préconisé par les normalisateurs comptables (par respect du principe de prudence). Ainsi, « *Même si le manager décide de bonne foi d'inscrire à l'actif un projet de R&D qu'il croit rentable, il se peut qu'il ne soit pas capable d'évaluer avec fiabilité<sup>(2)</sup> la rentabilité future de ce projet de R&D. Le risque est celui d'une baisse de la fiabilité de l'information comptable* » (Cazavan-Jeny, 2007).

Les recherches empiriques portant sur la pertinence du choix du traitement comptable des frais de R&D tendent à s'accorder sur la pertinence de la capitalisation de ces frais. Aux Etats-Unis, là où l'inscription à l'actif des frais de R&D est interdite, Aboody et Lev (1998) montrent que les coûts de développement des logiciels inscrits à l'actif sont associés positivement avec les rendements boursiers et améliorent ainsi les bénéfices futurs. De même, Callimaci et Landry (2004) montrent que, dans le contexte canadien, là où l'inscription à l'actif des frais de R&D est obligatoire dès que les conditions d'activation sont remplies, la capitalisation des coûts de développement fournit une information pertinente aux investisseurs.

Néanmoins, les recherches menées dans le contexte français, là où les deux traitements comptables des frais de R&D sont autorisés, ne permettent pas de confirmer la primauté, en termes de pertinence, de la méthode de capitalisation des frais de R&D par rapport à la méthode de passation en charges. C'est ainsi que Ding et Stolowy (2003) montrent que la décision de capitaliser les frais de R&D n'est pas pertinente par rapport à la valeur boursière de l'entreprise. Cazavan-Jeny et Jeanjean (2005, 2006) trouvent une relation négative entre l'activation des frais de

R&D et les rendements boursiers. De même Cazavan-Jeny et al. (2007) montrent que la décision de capitaliser une partie de frais de R&D est associée à une performance future inférieure ou neutre. Ce résultat infirme bien l'hypothèse selon laquelle les dirigeants capitalisent les frais de R&D pour émettre aux investisseurs un signal positif quant à la performance future de l'entreprise. Ce qui laisse penser à une utilisation opportuniste de la capitalisation des frais de R&D par les dirigeants. Il est possible que ces derniers n'activent pas les projets de R&D rentables pour préserver le caractère secret de ce type d'investissement. Une autre interprétation est que les dirigeants ne parviennent pas, de par les moyens qu'ils disposent, à distinguer entre les projets rentables et non rentables.

En France, du moment où le caractère optionnel de la capitalisation des frais de R&D a disparu à la suite de l'adoption des normes IAS/IFRS, qui la rendent obligatoire dès que les conditions édictées par l'IAS 38 sont remplies, doit-on s'attendre à une amélioration de la pertinence de l'information sur la R&D ?

L'application stricte et correcte de l'IAS 38 devrait normalement amener les dirigeants à capitaliser seulement les projets rentables, ce qui contribue à l'amélioration de la pertinence des informations financières publiées. Cela nécessite la disponibilité des données historiques concernant les projets antérieurs, l'expérience d'un personnel compétent pour évaluer les chances de succès des projets de R&D et discriminer entre les projets rentables et ceux non rentables. Toutefois, il ne faut pas nier que la capitalisation obligatoire des projets de R&D rentables va imposer aux entreprises la divulgation d'informations stratégiques sur des activités sur lesquelles repose souvent la notion de confidentialité et de secret. L'utilisation de ces informations par les concurrents pourrait avoir des conséquences néfastes sur la survie et la croissance future des entreprises publiantes.

### 3. ETUDE EMPIRIQUE

#### 3.1. MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

La présente étude exploratoire a été menée sur un échantillon d'entreprises françaises cotées appartenant à l'indice CAC 40 au 31/12/2004. Les entreprises financières ont été écartées en raison de leurs spécificités en matière de comptabilité. De même, les entreprises étrangères soumises à des réglementations spécifiques<sup>(3)</sup> ont été écartées. De plus, les entreprises ne disposant pas de budget de R&D en tant que tel ont été éliminées. Au total 25 entreprises communiquant sur la R&D ont été retenues.

Notre étude se base sur les différentes informations concernant les activités de R&D de nature qualitative et quantitative relatives à l'année 2004 présentes dans les rapports annuels (ou documents de référence) des années 2004 et 2005. Ainsi, nous nous intéressons à l'année 2004 puisqu'il s'agit d'une année de transition riche d'enseignement pour analyser les premiers impacts du passage aux normes IAS/IFRS, rentrant en application au 1<sup>er</sup> janvier 2005, sur les états financiers publiés.

#### Abstract

The purpose of this paper is to study the impact of the adoption of IAS/IFRS standards on the accounting treatment of research and development expenses (R&D). The analysis of the annual reports 2004 of non-financial French firms belonging to the CAC 40 index in December 2004 shows that for the majority of them, the transition to IAS/IFRS standards has not generated any change on the accounting treatment of R&D expenses. But for other firms, the retrospective application of IAS 38 "Intangible Assets" resulted in a change in the accounting treatment of certain R&D expenses. It is the capitalization, which has become mandatory, of certain development costs previously recognized as expenses under French standards, as they meet the criteria fixed by IAS 38. Such retreatment has caused major changes on the consolidated financial statements.

1. La pertinence se réfère à la capacité d'un élément à influencer la prise de décision des utilisateurs des états financiers (Barth, 1994).

2. La fiabilité d'une mesure se réfère à la capacité de cette mesure à représenter ce qu'elle est censée représenter.

3. Il s'agit de : Arcelor, EADS et STMicroelectronics dont les états financiers sont établis, respectivement, selon les principes comptables luxembourgeois, néerlandais et américains US GAAP.

L'analyse des premières données chiffrées publiées par les 25 entreprises retenues du CAC 40 nous a permis, au-delà des divergences des principes comptables, d'estimer l'effet du passage aux normes IAS/IFRS sur la comptabilisation des frais de R&D et d'identifier les retraitements qui en découlent ainsi que leurs incidences sur les états financiers.

### 3.2. COMPTABILISATION DES FRAIS DE R&D ET PASSAGE AUX NORMES IAS/IFRS : UN ÉTAT DES LIEUX DES PRATIQUES DES GROUPES FRANÇAIS DU CAC 40 EN 2004

L'analyse des rapports annuels des 25 entreprises françaises appartenant à l'indice CAC 40 en décembre 2004 montre que si l'impact de la transition aux normes IAS/IFRS sur le traitement comptable des frais de R&D était nul ou non significatif pour la majorité des entreprises de l'échantillon (18 entreprises), il s'est avéré significatif pour d'autres (7 entreprises).

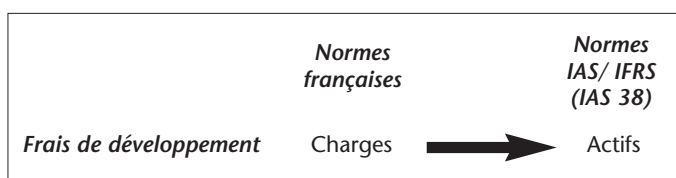
#### 3.2.1. Le passage aux normes IAS/IFRS n'a pas d'impact sur le traitement comptable des frais de R&D

Certaines entreprises ne donnent aucune indication quant à l'impact des normes IAS/IFRS sur le mode de comptabilisation des frais de R&D (Bouygues, EDF, France Télécom, Gaz de France, Lafarge, Lagardère, LVMH, Pernod Ricard, Suez, Veolia Environnement, Vinci, Vivendi). Elles se contentent d'indiquer que les frais de R&D sont passés en charges. Cela suppose qu'aucun retraitement, du moins significatif, n'a été opéré au titre des frais de R&D. D'autres entreprises indiquent expressément que les frais de R&D sont comptabilisés en charges car les conditions requises par l'IAS 38 pour la capitalisation des coûts

de développement ne sont pas réunies (Air liquide, Danone, Michelin, Saint Gobain,...). Quant au groupe Thales, l'application des principes édictés par l'IAS 38 au titre des frais de R&D n'a pas d'impact sur les comptes consolidés 2004, compte tenu des principes déjà appliqués par le groupe.

#### 3.2.2. Le passage aux normes IAS/IFRS a un impact sur le traitement comptable des frais de R&D

Dans cette partie nous allons nous intéresser aux 7 entreprises retenues de l'échantillon pour lesquelles la transition aux normes IAS/IFRS a eu un impact sur le traitement comptable des frais de R&D. Pour ces entreprises, le principal retraitement correspond à la capitalisation d'une partie des frais de développement antérieurement constatés en charges. En effet, le référentiel IAS/IFRS impose la capitalisation des frais de développement si un certain nombre de conditions sont remplies, alors qu'il ne s'agit que d'une option dans le référentiel français.



Dans ce qui suit, nous présentons, pour chacune des 7 entreprises, la nature et l'impact chiffré du changement du traitement comptable des frais de R&D suite à l'application des normes IAS/IFRS sur le compte de résultat et les postes des bilans d'ouverture et de clôture de l'exercice 2004.

#### ■ ALCATEL

L'application rétrospective de l'IAS 38 a conduit Alcatel à immobiliser une partie des coûts de développement (antérieurs à 2004) dans le bilan à la date de transition soit 312 M€. Ce retraitement a eu un impact positif de 274 M€ sur les capitaux propres d'ouverture.

Tableau A : Incidence de la capitalisation des frais de R&D sur les bilans (d'ouverture et de clôture) et sur le résultat net 2004

(En M€)	01/01/2004	31/12/2004
Autres immobilisations incorporelles nettes	312	323
Impôts différés actifs	(38)	(38)
Capitaux propres	274	285
Résultat net	0	12

L'application des normes IAS 38 et IAS 36 a eu pour effet d'augmenter le résultat net 2004 de 12 M€, se décomposant en un impact positif de 100 M€ (capitalisation des frais de développement 2004 moins l'amortissement des frais capitalisés sur les périodes précédentes), compensé en grande partie par un impact négatif de 88 M€ correspondant à une perte de valeur de frais capitalisés sur les périodes précédentes.

#### ■ PEUGEOT

L'application de la norme IAS 38 a amené le groupe à capitaliser des frais de R&D de 2 748 M€ qui a eu pour contrepartie un accroissement des capitaux propres de 2 325 M€, et un reclassement de stocks à immobilisations incorporelles (frais de développement) de 423 M€. Par ailleurs, les frais de développement immobilisés dans les sociétés mises en équivalence (SME) ont un impact positif de 6 M€ sur la valeur au bilan des titres mis en équivalence.

Au compte de résultat 2004, la capitalisation des frais de R&D a un effet positif sur la marge opérationnelle consolidée de 254 M€. Par ailleurs, en tenant compte de l'effet positif sur le résultat net des SME de 20 M€, l'effet total sur le résultat net est de 274 M€.

Tableau B : Incidence de la capitalisation des frais de R&D sur les capitaux propres (d'ouverture et de clôture) et sur le résultat net 2004

(En M€)	01/01/2004	31/12/2004
Capitaux propres	2 325	2 579
Résultat net	-	274



## ■ RENAULT

L'application rétrospective de l'IAS 38 à partir de 2002, qui s'est traduite par la capitalisation des frais de R&D, a eu pour effet d'augmenter les immobilisations incorporelles nettes de 975 M€ et de réduire les impôts différés actifs de 341 M€, soit un impact net de 634 M€ sur les capitaux propres d'ouverture. Ce retraitement a entraîné une réduction du résultat net de 191 M€.

**Tableau C : Incidence de la capitalisation des frais de R&D sur les bilans (d'ouverture et de clôture) et sur le résultat net 2004**

(En M€)	01/01/2004	31/12/2004
Immobilisation incorporelles nettes	975	681
Impôts différés actifs	(341)	(71)
Actifs	634	610
Impôts différés passifs	-	167
Capitaux propres	634	443
Résultat net	-	(191)

## ■ SANOFI-AVENTIS

A la date de transition aux normes IAS/IFRS, le groupe a immobilisé les coûts de développement interne et acquis satisfaisant les critères de la norme IAS 38 pour 26 M€. En tenant compte de l'effet d'impôt différé de 9 M€, l'impact net de l'activation des frais de R&D sur les capitaux propres d'ouverture est de 17 M€.

Au 31/12/2004, les coûts de développement interne et acquis immobilisés nets d'amortissement s'élèvent à 52 M€. Après un effet d'impôt de 18 M€, la capitalisation de ces coûts a un impact positif de 34 M€ sur les capitaux propres de clôture.

Dans le cadre du regroupement Sanofi-Aventis (le 20/08/2004) en IFRS, le groupe a immobilisé les frais de R&D, acquis lors du rapprochement avec Aventis, qui étaient constatés en charges conformément aux principes comptables français. Au 31/12/2004, ces frais sont inscrits en immobilisations incorporelles pour 4 748 M€ et en participations dans des SME pour 289 M€. Toutefois, la constatation de l'amortissement des frais de R&D Aventis immobilisés a généré une diminution des immobilisations incorporelles de 85 M€.

**Tableau D : Incidence de la capitalisation des frais de R&D sur le bilan du 31/12/2004**

(En M€)	Immobilisation de la R&D acquise et interne	Immobilisation des frais de R&D Aventis	Amortissement des frais de R&D Aventis	Impact total des retraitements IAS/IFRS
Immobilisation incorporelles	52	4 748	(85)	4 715
Participation dans des SME	-	289	-	289
Impôts différés actifs	(3)	-	-	(3)
Total actif	49	5 037	(85)	5 001
Capitaux propres	34	5 060	(53)	5 041
Impôts différés passifs	15	(23)	(32)	(40)

**Tableau E : Incidence de la capitalisation des frais de R&D sur les bilans 2004 (d'ouverture et de clôture)**

(En M€)	01/01/2004	31/12/2004
Immobilisation incorporelles	26	4 715
Impôts différés actifs	(3)	(3)
Participations dans des SME	-	289
Actifs	23	5 001
Impôts différés passifs	6	(40)
Capitaux propres	17	5 041

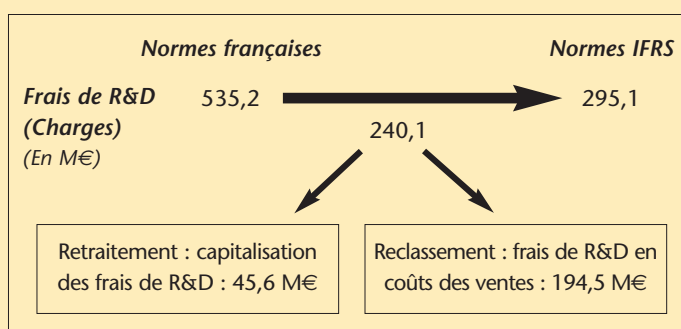
L'immobilisation des frais de R&D acquis et interne a eu un effet positif de 18 M€ sur le résultat net. Dans le cadre du regroupement Sanofi-Aventis en 2004, la capitalisation des frais de R&D Aventis s'est traduite par une augmentation du résultat net de 5 370 M€. Ce dernier connaît une diminution de 53 M€ suite à la constatation de l'amortissement des frais de R&D Aventis. L'impact total de l'immobilisation des frais de R&D acquis, interne et des frais de R&D Aventis sur le compte de résultat au 31/12/2004 se résume comme suit :

Tableau F : Incidence de la capitalisation des frais de R&amp;D sur le compte de résultat 2004

(En M€)	Immobilisation de la R&D acquise et interne	Immobilisation des frais de R&D Aventis	Amortissement des frais de R&D Aventis	Autres retraitements	Impact total des retraitements IAS/IFRS
Frais de R&D	31	5 046		(11)	5 066
Amortissement des incorporelles	(4)		(14)		(18)
Résultat opérationnel courant	27	5 046	(14)	(11)	5 048
Coûts de restructuration	-	-	(71)	-	(71)
Résultat opérationnel	27	5 046	(85)	(11)	4 977
Charge d'impôts	(9)	23	32		46
Quote-part du résultat net des SME	-	301	-	-	301
Résultat net consolidé	18	5 370	(53)	(11)	5 324

### ■ SCHNEIDER

Schneider a mis en place à compter de 2004 les systèmes nécessaires pour permettre le suivi et la capitalisation au bilan des coûts de développement sur ces projets. En conséquence, seuls les projets relatifs au développement de nouveaux produits lancés à partir de 2004 sont capitalisés. Au 31/12/2004, l'effet de la capitalisation des coûts de développement sur le résultat avant impôt est de 45,6 M€. Par ailleurs, d'autres coûts de développement continuent à être passés en charges puisqu'ils ne remplissent pas les critères de capitalisation fixés par l'IAS 38. Ces coûts ont été reclassés dans le coût des produits vendus pour un montant de 194,5 M€. Ce reclassement a entraîné une modification dans la valorisation des stocks.



### ■ THOMSON

L'application rétrospective de la norme IAS 38 qui s'est traduite par la capitalisation des frais de développement antérieurement constatés en charges a eu pour effet d'augmenter à la fois les immobilisations incorporelles nettes de 16 M€ (soit 22 M€ en valeur brute moins les amortissements de 6 M€) et les capitaux propres d'ouverture de 16 M€.

Au 31/12/2004 l'impact cumulé résultant de la capitalisation des coûts de développement relatifs à l'exercice 2004 (29 M€) et aux exercices antérieurs (16 M€) nets des amortissements (15 M€) est une augmentation des immobilisations incorporelles nettes et des capitaux propres de 30 M€. Ce retraitement a généré un impact positif de 14 M€ sur le résultat net 2004.

Tableau G : Incidence de la capitalisation des frais de R&amp;D sur les bilans 2004 (d'ouverture et de clôture) et sur le résultat net

(En M€)	01/01/2004	31/12/2004
Immobilisation incorporelles nettes	16	30
Capitaux propres	16	30
Résultat net	-	14

### ■ TOTAL

Pour Total, les retraitements liés aux frais de R&D s'expliquent principalement par la mise en œuvre des normes IFRS dans les comptes des SME, Sanofi-Aventis et Cepsa. En effet, dans les comptes établis selon les normes IFRS de Sanofi-Aventis, les frais de R&D en cours d'Aventis, au moment du rapprochement, ont été capitalisés. L'effet de ce retraitement s'élève à 746 M€ sur le résultat net.



## CONCLUSION

L'étude de l'impact de la transition aux normes IAS/IFRS sur le traitement comptable des frais de R&D menée auprès de 25 entreprises françaises du CAC 40 au 31/12/2004 montre que si celui-ci était nul ou non significatif pour la majorité des entreprises, il s'est avéré significatif pour d'autres. Pour le premier groupe d'entreprises, les raisons évoquées tiennent généralement soit à l'application anticipée de la norme IAS 38, soit à l'indisponibilité d'un suivi suffisamment fiable des coûts pour pouvoir pratiquer le retraitement de manière rétrospective, soit enfin à la mise en œuvre des conditions fixées par la norme IAS 38 qui demeurent non remplies. Pour le deuxième groupe d'entreprises, l'application rétrospective des dispositions de la norme IAS 38 les a amenées à capitaliser certains frais de développement antérieurement constatés en charges et à les amortir (conformément à la norme IAS 36). Ces retraitements ont engendré des modifications de certains postes du bilan au 01/01/2004 et au 31/12/2004 ainsi que sur le compte de résultat. Toutefois, une question demeure posée : la capitalisation des frais de R&D répond-elle à un objectif d'accroissement de la

pertinence des informations comptables pour les investisseurs ? Les normes IAS/IFRS devraient en effet permettre une meilleure reconnaissance des projets de R&D rentables. Toutefois, elles soulèvent le problème de leur mise en œuvre lié à la difficulté de distinction entre les projets de R&D rentables et non rentables. De toute évidence, les normes ne permettent pas jusqu'à présent de résoudre ce problème d'évaluation. L'identification des projets de R&D rentables demeure difficile et risque en effet de conserver son caractère arbitraire du fait qu'elle est influencée par les choix des dirigeants. En effet, l'évaluation par les dirigeants des flux futurs générés par les projets de R&D est basée sur des prévisions du développement de ces projets. Or cette évaluation reste très difficile en raison de la nouveauté des projets et des incertitudes sur le succès commercial.

En guise de conclusion, face à l'application des normes IAS/IFRS, il convient de rester prudent dans la diffusion d'informations trop stratégiques sur les activités de R&D qui peuvent parfois être considérées comme secrètes et extrêmement confidentielle et servir ainsi les intérêts des concurrents.

Basma SELLAMI MEZGHANNI

## Bibliographie

- Aboody D. et Lev B.** (1998) "The value relevance of intangibles: The case of Software capitalization", *Journal of Accounting Research*, 36 (Supplement), 161-191.
- Barth M.** (1994), "Fair value accounting: Evidence from investment securities and the market valuation of banks", *The Accounting Review*, 69, 1-25.
- Callimaci A. et Landry S.** (2004), "Market valuation of Research and Development spending under Canadian GAAP". *Canadian Accounting Perspectives*, 3(1), 33-53.
- Cazavan-Jeny, A.** (2007), "Les normes IFRS renforceront-elles la qualité de l'information comptable sur la R&D", article de presse, avril 2007.
- Cazavan-Jeny A. et Jeanjean T.** (2005) "Pertinence de l'inscription à l'actif des frais de R&D : une étude empirique", *Comptabilité-Contrôle-Audit*, 11(1), 5-21.
- Cazavan-Jeny A. et Jeanjean T.** (2006) "The negative impact of R&D capitalization : a value relevance approach", *European Accounting Review*, 18(1): 37-61.
- Cazavan-Jeny A., Joos P. et Jeanjean T.** (2007) "Signaling future performance through accounting choice: The case of R&D accounting in France", *Actes du 28<sup>e</sup> Congrès de l'Association Francophone de Comptabilité*, 23-25 mai 2007, Poitiers.
- CRC**, Comité de la réglementation comptable, Règlement n° 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.
- Ding Y. et Stolowy H.** (2003) "Capitalisation des frais de R&D en France : déterminants et pertinence", *Actes du 24<sup>e</sup> Congrès de l'Association Francophone de Comptabilité*, 21-23 mai 2003, Louvain-La-Neuve.
- IAS 36**, "Dépréciation d'actifs".
- IAS 38**, "Immobilisations incorporelles" publiée dans le règlement CE n° 2236/2004 du 29 décembre 2004.
- IFRS 1**, "Première adoption des normes internationales d'information financière".
- Plan Comptable Général** (1999).